

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.767/2
DU 22 JUIN 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 27 mai 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours sur une proposition de loi « modifiant l'article 2244 du Code civil pour attribuer à la lettre de mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription » (*Doc. parl.* Sénat, session extraordinaire 2010, n° 5-145/1) ainsi que sur les amendements (*Doc. parl.* Sénat, session extraordinaire 2010, n° 5-145/2), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.767/2
VAN 22 JUNI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 2011, door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorstel van wet van “tot wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek teneinde aan de ingebrekestellingsbrief van de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen” (*Parl. St.*, Senaat, buitengewone zitting 2010, nr. 5 -145/1) alsook over amendementen (*Parl. St.*, Senaat; buitengewone zitting 2010, nr. 5 -145/2), heeft het volgende advies gegeven:

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations ci-après.

Portée de la proposition de loi et des amendements

1. La proposition de loi modifiant l'article 2244 du Code civil pour attribuer à la lettre de mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription, telle qu'amendée par son auteur, Madame Christine Defraigne¹, a pour objet de permettre à l'avocat d'un créancier d'adresser au débiteur de ce dernier une mise en demeure, par pli recommandé avec accusé de réception, interrompant la prescription pour faire courir, une seule fois, un nouveau délai d'un an à partir soit de la réception de la lettre recommandée (amendement n° 1), soit de la remise de l'envoi aux services de la poste contre le récépissé de l'envoi recommandé (amendement n° 2).

Cette mise en demeure est soumise à des règles de forme à peine de ne produire aucun effet quant à l'effet interruptif de la prescription. Les mentions suivantes doivent ainsi figurer dans la mise en demeure :

« 1° le nom, le prénom et l'adresse du créancier;

2° le nom, le prénom et l'adresse du débiteur;

3° la description de l'obligation qui a fait naître la créance;

4° si la créance porte sur une somme d'argent, la justification des montants réclamés au débiteur, y compris les dommages et intérêts et les intérêts de retard;

5° le délai dans lequel le débiteur peut s'acquitter de son obligation sans que les mesures supplémentaires de recouvrement ne puissent être prises;

6° la possibilité d'agir en justice pour mettre en œuvre les autres mesures de recouvrement en cas d'absence de réaction du débiteur dans le délai fixé;

¹ Amendement n° 1, Mme Chr. DEFRAIGNE (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-145/2, p. 1) et amendement n° 2, Mme Chr. DEFRAIGNE (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-145/2, p. 2).

7° le caractère interruptif de la prescription provoqué par cette mise en demeure ;

8° la signature de l'avocat du créancier ».

2. La proposition de loi telle qu'amendée par Monsieur Peter Van Rompuy ², rétablit l'article 2255 du Code civil et vise à ce que la mise en demeure suspende ³ le délai de prescription en lieu et place de l'interrompre, étant entendu que, si le délai de prescription prévu par la loi est inférieur à un an, la suspension ne peut excéder le délai prévu par la loi. Cette suspension ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

Cette mise en demeure doit être envoyée un mois avant la fin du délai de suspension initial ⁴.

Les mentions devant obligatoirement figurer dans la mise en demeure sont rédigées de manière analogue à celles requises par les amendements n^{os} 1 et 2 en ce qui concerne les deux premières, la quatrième, la sixième et la huitième. Les différences, s'agissant des trois autres, sont les suivantes :

- la troisième mention porte sur « une description de l'obligation que la dette a fait naître » ;
- la cinquième mention est remplacée par une « invitation du créancier à trouver un accord à l'amiable, ainsi que le délai dans lequel le débiteur peut s'acquitter de son obligation sans que les mesures supplémentaires de recouvrement puissent être prises » ;
- la septième mention précise que la mise en demeure devra indiquer que celle-ci suspend ⁵ le délai de prescription, pendant la durée prévue à l'article 2255, alinéa 1^{er}, proposé.

² Amendement n° 3, M. P. VAN ROMPUY (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-145/2, p. 4).

³ C'est à tort qu'à l'article 2255, alinéa 1^{er} et alinéa 2, 7°, proposé, la version française utilise le mot « interrompt » et non « suspend ».

⁴ Il s'agit, selon la justification, de rencontrer le problème spécifique au courrier recommandé en cas de non-enlèvement ou lorsque le débiteur a déménagé, est en voyage ou n'a plus de résidence fixe. Dans ces hypothèses, le créancier n'aura plus d'autre choix que de recourir à la citation : le délai d'un mois à respecter lui aménage ainsi la possibilité matérielle d'encore recourir à la procédure de droit commun.

⁵ Voir la note 3, plus haut.

3. Ainsi conçue, la proposition de loi telle qu'amendée appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. En ce que les amendements n^{os} 1 et 2 s'inscrivent dans la ligne de la proposition de loi, qui introduit un nouveau mode d'interruption de la prescription à l'article 2244 du Code civil, alors que l'amendement n° 3 rétablit l'article 2255 du Code civil en y prévoyant un nouveau mode suspensif de la prescription, il conviendrait qu'au cours des travaux préparatoires, le législateur expose les raisons qui justifient le recours à l'une plutôt qu'à l'autre technique.

2.1. La proposition de loi telle qu'amendée, aux amendements n^{os} 1 et 2, par son auteur apporte un changement important dans les règles applicables au régime de l'interruption de la prescription.

Comme le relèvent MM. Didier Matray et Guillaume Gaillet ⁶ :

« L'acte interruptif est actuellement défini comme l'acte par lequel le créancier manifeste son intention de faire reconnaître en justice le droit menacé de prescription.

L'article 2244 du Code civil énumère les différents actes interruptifs. Il s'agit de la citation et des actes y équipollents, c'est-à-dire de tout acte introductif d'instance saisissant une juridiction d'une cause, et de toute demande tendant à faire reconnaître en justice le droit menacé (dépôt d'une requête, dépôt de conclusions formant le support d'une demande incidente constituant la manifestation en justice de l'intention de ne pas perdre un droit en litige, comparution volontaire des parties...) ⁷.

La constitution de partie civile, la saisie, le commandement de payer, auquel on assimile la contrainte fiscale, ainsi que la reconnaissance de sa dette par le débiteur (à moins, si la loi ne prévoit pas l'effet interruptif, que la prescription ne soit d'ordre public) interrompent également la prescription.

On le voit, il n'est en principe pas possible d'interrompre la prescription sans démontrer l'intention d'être prêt à introduire le litige en justice : sauf exception, les

⁶ D. Matray et G. Gaillet, « L'acte de l'avocat », *Rev. Dr. ULg*, 2011/1, Stradalex, Larcier, p. 39.

⁷ *Note infrapaginale 16 du texte cité* : « Accorder un effet interruptif à l'acte d'avocat nécessiterait donc d'adapter cette définition. Il me semble que cela implique le risque que d'autres professions tentent de faire reconnaître une certaine force juridique à leurs actes, en les faisant entrer dans le champ d'application de la nouvelle définition ».

actes qui ne tendent pas spécifiquement à obtenir une décision judiciaire concernant le droit menacé par la prescription, telle une mise en demeure, ne l'interrompent pas ».

2.2. En introduisant un nouveau mode interruptif de la prescription, à savoir une mise en demeure opérée par lettre recommandée - avec accusé de réception - envoyée par l'avocat du créancier au débiteur de ce dernier, la proposition de loi fait évoluer la logique qui sous-tend la définition des causes qui interrompent la prescription. En effet, dans l'esprit de l'auteur de la proposition, le créancier n'agit plus dans l'intention de porter devant le juge une créance qu'il ne pourra recouvrer dans le délai légal de prescription, l'objectif étant au contraire de lui permettre de prendre une mesure conservatoire de son titre de créance en recourant à un formalisme simplifié. Pour ce faire, il ne sera donc plus requis de recourir notamment à une citation faisant intervenir un huissier de justice.

De même, il n'est pas envisagé que la mise en demeure soit notifiée par cet officier ministériel.

2.3. Pour que le principe d'un formalisme à ce point simplifié soit admissible, il importe d'être particulièrement attentif aux garanties qui l'assortissent. Ceci s'impose d'autant plus que le nouveau mode interruptif que prévoit la proposition de loi profite, en principe, aux intérêts du seul créancier et que l'intervention de l'huissier de justice n'est plus exigée, alors que celui-ci, de par son statut, n'est lié à aucune partie.

3.1. Une première garantie doit être donnée en ce qui concerne la prise de cours du nouveau délai de prescription.

3.2. La proposition de loi telle qu'amendée par son auteur dans l'amendement n° 2⁸ dispose, à l'article 2244, § 2, alinéa 1^{er}, proposé, que le nouveau délai de prescription d'un an court « à partir de la remise de l'envoi recommandé aux services de la poste contre récépissé de l'envoi recommandé avec accusé de réception ».

En l'espèce, il y a lieu de rappeler la jurisprudence de la Cour constitutionnelle selon laquelle le choix de la date d'envoi comme point de départ d'un délai de recours ou de réclamation apporte une restriction disproportionnée au droit de défense des destinataires, ces délais commençant à courir à un moment où ces derniers ne peuvent pas avoir connaissance du contenu de la décision⁹.

⁸ L'amendement n° 1 fait courir le délai à partir de la réception de la lettre recommandée par le débiteur et appelle une autre observation, formulée sous le n° 3.3.

⁹ C.C., n° 170/2003, 17 décembre 2003 ; n° 166/2005, 16 novembre 2005 ; n° 34/2006, 1^{er} mars 2006 ; n° 43/2006, 15 mars 2006 ; n° 85/2007, 7 juin 2007 ; n° 123/2007, 26 septembre 2007 ; n° 162/2007, 19 décembre 2007.

Dans sa jurisprudence, la Cour constitutionnelle a souligné qu'il est raisonnablement justifié que, pour éviter toute insécurité juridique, les délais de procédure commencent à courir à partir d'une date qui ne soit pas tributaire du comportement des parties ¹⁰. Selon la Cour, l'objectif d'éviter l'insécurité juridique peut aussi être atteint en faisant courir le délai à partir du jour où le destinataire a pu, selon toute vraisemblance, en avoir connaissance, c'est-à-dire à la date où le pli recommandé a été présenté à son domicile, sans avoir égard à la date à laquelle, le cas échéant, il a effectivement retiré le pli à la poste ¹¹.

Le législateur pourrait s'inspirer de la règle figurant à l'article 53bis, 1°, du Code judiciaire, applicable notamment aux notifications judiciaires effectuées par courrier recommandé avec accusé de réception, selon laquelle, à l'égard des destinataires, les délais commencent à courir à partir du « premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu » ¹².

Afin de garantir de manière optimale les droits de la défense, le dispositif, tel qu'il résulte de l'amendement n° 2 à la proposition de loi à l'examen, devrait être adapté sur ce point.

3.3. La proposition de loi telle qu'amendée par l'amendement n° 1 fait courir le nouveau délai de prescription « à partir de la réception de la lettre recommandée par le débiteur ». Il s'agit d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Ainsi rédigé, ce texte fait courir le délai à une date tributaire du comportement du seul destinataire, ce qui, ainsi qu'il est exposé dans l'observation précédente, nuit à la sécurité juridique ¹³. Conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle mentionnée dans cette même observation, il conviendrait de modifier la règle afin d'éviter pareil effet.

Le texte à l'examen doit être amendé. Il est fait référence à cet égard aux suggestions émises dans l'observation précédente.

¹⁰ C.C., arrêt n° 96/2001, 12 juillet 2001, B.4.1.

¹¹ C.C., n° 34/2006, 1^{er} mars 2006, B.10-B.11.

¹² Voir aussi la formule utilisée à l'article 4, § 2, alinéas 1^{er}, 2 et 4, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État, inséré par l'arrêté royal du 24 mai 2011.

¹³ Si en outre le destinataire ne retire pas le pli recommandé, le délai ne commence pas à courir, ce qui risque de faire échec à l'objectif poursuivi par l'auteur de la proposition et de l'amendement.

4. Une deuxième garantie doit être aménagée en ce qui concerne l'exactitude des données relatives à l'adresse du débiteur, à laquelle la mise en demeure a été envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dès lors que la lettre de mise en demeure comporte les mentions énoncées à l'article 2244, § 2, alinéa 2, proposé, l'effet interruptif de la prescription est acquis au créancier, à charge, pour le débiteur, d'apporter la preuve que ces mentions sont incorrectes et notamment celle de son adresse si cette lettre a été envoyée à une adresse ne correspondant pas à celle de son domicile, voire à celle de sa résidence ou à celle de son domicile élu.

Il n'est pas suffisamment établi par les amendements n^{os} 1 et 2 à la proposition de loi à l'examen que les garanties qu'offre un huissier de justice quant à la recherche préalable qu'il fait au sujet de l'exactitude de l'adresse à laquelle il signifie, seront aussi remplies dans le cas de la lettre de mise en demeure envoyée par un avocat, fût-ce par recommandé avec accusé de réception. Un tel système peut avoir des conséquences fâcheuses pour le débiteur.

Compte tenu des conséquences dont la proposition de loi assortit la lettre de mise en demeure, il conviendrait qu'au cours des travaux parlementaires le législateur examine la possibilité d'une solution qui investit le créancier de l'obligation de faire la preuve, en cas de litige, que l'adresse à laquelle il a envoyé la lettre de mise en demeure est ou était effectivement celle du débiteur.

Cette observation vaut pour les amendements n^{os} 1 et 2.

5. La proposition de loi telle qu'amendée par Monsieur Peter Van Rompuy procède certes d'une démarche différente de celle adoptée par la proposition de loi et ses amendements n^{os} 1 et 2 en ce qu'elle vise à rétablir l'article 2255 du Code civil. Toutefois, dès lors qu'elle prévoit d'y inscrire un régime juridique quasi identique à celui de la proposition de loi et ses amendements n^{os} 1 et 2 mais s'appliquant en tant que mode suspensif de la prescription¹⁴ et non pas interruptif de celle-ci, les observations 3.3 et 4 peuvent *mutatis mutandis* être réitérées.

¹⁴ Dans la phrase initiale de l'article 2255, alinéa 2, du Code civil, proposé par l'amendement n° 3, les mots « du délai de suspension initial » doivent être remplacés par les mots « du délai de prescription initial ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het wetsvoorstel en van de amendementen

1. Het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek teneinde aan de ingebrekestellingsbrief van de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen, zoals het is geamendeerd door zijn indiener, mevrouw Christine Defraigne¹, beoogt het mogelijk te maken dat de advocaat van een schuldeiser naar de schuldenaar van deze laatste een ingebrekestelling verstuurt bij aangetekende brief met ontvangstbewijs waardoor de verjaring gestuit wordt en eenmalig een nieuwe termijn van een jaar ingaat, hetzij vanaf de ontvangst van de aangetekende brief (amendement 1), hetzij vanaf de afgifte van de aangetekende brief bij de post tegen ontvangstbewijs (amendement 2).

Deze ingebrekestelling wordt onderworpen aan vormregels die, indien ze niet worden nageleefd, tot gevolg hebben dat de ingebrekestelling geen verjaringsstuitende werking kan hebben. Zo moet ze de volgende vermeldingen bevatten:

- “1° naam, voornaam en adres van de schuldeiser;
- 2° naam, voornaam en adres van de schuldenaar;
- 3° een beschrijving van de verplichting die de schuld heeft doen ontstaan;
- 4° indien de schuldvordering een geldsom behelst, de verantwoording van de bedragen die van de schuldenaar worden geëist, met inbegrip van de schadevergoedingen en de verwijlrenten;
- 5° de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn verplichtingen kan nakomen zonder dat bijkomende invorderingsmaatregelen kunnen worden getroffen;
- 6° de mogelijkheid om in rechte op te treden om de andere invorderingsmaatregelen ten uitvoer te leggen wanneer de schuldenaar niet binnen de vooropgestelde termijn reageert;
- 7° de verjaringsstuitende werking van deze ingebrekestelling;
- 8° de handtekening van de advocaat van de schuldeiser”.

¹ Amendement 1, mevr. Chr. DEFRAIGNE (*Parl. St. Senaat*, 2010-11, nr. 5-145/2, 1) en amendement 2, mevr. Chr. DEFRAIGNE (*Parl. St. Senaat*, 2010-11, nr. 5-145/2, 2).

2. Het wetsvoorstel zoals het is geamendeerd door de heer Peter Van Rompuy² herstelt artikel 2255 van het Burgerlijk Wetboek en beoogt door de ingebrekestelling de verjaringstermijn te schorsen³ in plaats van deze te stuiten. Hierbij kan de schorsing niet langer duren dan de in de wet gestelde termijn indien de door de wet bepaalde verjaringstermijn minder dan een jaar bedraagt. Deze schorsing kan slechts eenmaal plaatsvinden.

Deze ingebrekestelling moet een maand voor het einde van de aanvankelijke schorsingstermijn verstuurd worden⁴.

De gegevens die de ingebrekestelling verplicht moet vermelden, zijn op gelijksoortige wijze opgesteld als de vereiste gegevens in de amendementen 1 en 2 wat de twee eerste, de vierde, de zesde en de achtste vermelding betreft. De verschillen hebben betrekking op de drie andere vermeldingen en zijn de volgende:

- de derde vermelding heeft betrekking op “een beschrijving van de verbintenis die de schuld heeft doen ontstaan”;
- de vijfde vermelding is vervangen door een “uitnodiging vanwege de schuldeiser om tot een minnelijk akkoord te komen, alsook de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn verplichtingen kan nakomen zonder dat bijkomende invorderingsmaatregelen kunnen worden getroffen”;
- de zevende vermelding bepaalt dat de ingebrekestelling moet vermelden dat deze de verjaringstermijn schorst⁵ gedurende de in het voorgestelde artikel 2255, eerste lid, bepaalde duur.

² Amendement 3, dhr. P. VAN ROMPUY (*Parl.St.* Senaat, 2010-11, nr. 5-145/2, 4).

³ De Franse versie bezigt in artikel 2255, eerste lid en tweede lid, 7°, ten onrechte het woord “interrompt” in plaats van “suspend”.

⁴ Volgens de verantwoording is het de bedoeling het specifieke probleem te ondervangen van de aangetekende zending in geval van niet-afhaling of wanneer de schuldenaar verhuisd is, op reis is of geen vaste verblijfplaats meer heeft. In deze gevallen kan de schuldeiser zijn toevlucht alleen nog nemen tot de dagvaarding; de in acht te nemen termijn van een maand geeft hem aldus de materiële mogelijkheid om nog de gemeenrechtelijke procedure te volgen.

⁵ Zie voetnoot 3, *supra*.

3. Zoals het aldus is opgevat, geeft het geamendeerde wetsvoorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De amendementen 1 en 2 liggen in de lijn van het wetsvoorstel, dat een nieuwe verjaringsstuitende regeling invoert in artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek, terwijl amendement 3 artikel 2255 van het Burgerlijk Wetboek herstelt door een nieuwe regeling inzake de schorsing van de verjaring voor te schrijven. De wetgever zou bij de parlementaire voorbereiding dan ook de redenen moeten uiteenzetten voor het gebruik van de ene veeleer dan de andere techniek.

2.1. Het wetsvoorstel zoals het door zijn indiener is geamendeerd in de amendementen 1 en 2 brengt een belangrijke wijziging aan in de regels die toepasselijk zijn op de stuitingsregeling van de verjaring.

De heer Didier Matray en de heer Guillaume Gaillet betogen daaromtrent⁶:

“L’acte interruptif est actuellement défini comme l’acte par lequel le créancier manifeste son intention de faire reconnaître en justice le droit menacé de prescription.

L’article 2244 du Code civil énumère les différents actes interruptifs. Il s’agit de la citation et des actes y équipollents, c’est-à-dire de tout acte introductif d’instance saisissant une juridiction d’une cause, et de toute demande tendant à faire reconnaître en justice le droit menacé (dépôt d’une requête, dépôt de conclusions formant le support d’une demande incidente constituant la manifestation en justice de l’intention de ne pas perdre un droit en litige, comparution volontaire des parties...) ⁷.

La constitution de partie civile, la saisie, le commandement de payer, auquel on assimile la contrainte fiscale, ainsi que la reconnaissance de sa dette par le débiteur (à moins, si la loi ne prévoit pas l’effet interruptif, que la prescription ne soit d’ordre public) interrompent également la prescription.

On le voit, il n’est en principe pas possible d’interrompre la prescription sans démontrer l’intention d’être prêt à introduire le litige en justice : sauf exception, les actes qui ne tendent pas spécifiquement à obtenir une décision judiciaire concernant le droit menacé par la prescription, telle une mise en demeure, ne l’interrompent pas”.

⁶ D. Matray en G. Gaillet, “L’acte de l’avocat”, *Rev.Dr.ULg*, 2011/1, Stradalex, Larcier, 39.

⁷ Voetnoot 16 van de geciteerde tekst: “Accorder un effet interruptif à l’acte d’avocat nécessiterait donc d’adapter cette définition. Il me semble que cela implique le risque que d’autres professions tentent de faire reconnaître une certaine force juridique à leurs actes, en les faisant entrer dans le champ d’application de la nouvelle définition”.

2.2. Door een nieuwe verjaringsstuitende regeling in te voeren, te weten een ingebrekestelling verstuurd bij aangetekende brief – met ontvangstbewijs – door de advocaat van de schuldeiser naar de schuldenaar van deze laatste, trekt het wetsvoorstel de logische lijn door die aan de basis ligt van de omschrijving van de gronden voor stuiting van de verjaring. Naar het idee van de indiener van het voorstel handelt de schuldeiser immers niet meer met het oogmerk om een schuldvordering die hij niet meer binnen de wettelijke verjaringstermijn zal kunnen invorderen voor de rechter te brengen, maar is het de bedoeling dat hij een bewarende maatregel kan nemen ten aanzien van zijn schuldbewijs, op basis van vereenvoudigde vormregels. Daarvoor is het dus niet meer vereist om inzonderheid gebruik te maken van een dagvaarding waarbij een gerechtsdeurwaarder wordt betrokken.

Het is evenmin de bedoeling dat de ingebrekestelling ter kennis wordt gebracht door deze ministerieel ambtenaar.

2.3. Opdat het principe van dusdanig vereenvoudigde vormregels aanvaardbaar zou zijn, dient bijzondere aandacht te worden besteed aan de garanties die ermee gepaard gaan. Dit is des te noodzakelijker daar de nieuwe verjaringsstuitende regeling waarin het wetsvoorstel voorziet in principe enkel de belangen van de schuldeiser dient en het optreden van de gerechtsdeurwaarder niet meer vereist is, terwijl deze door zijn statuut met geen enkele partij gelieerd is.

3.1. Een eerste garantie dient te worden gegeven betreffende het ingaan van de nieuwe verjaringstermijn.

3.2. Het wetsvoorstel zoals het door zijn indiener is geamendeerd in amendement 2⁸ bepaalt in het voorgestelde artikel 2244, § 2, eerste lid, dat de nieuwe verjaringstermijn van een jaar loopt “vanaf de afgifte van de aangetekende brief met ontvangstbevestiging bij de post tegen ontvangstbewijs”.

In dezen dient de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof te worden gememoreerd, die stelt dat de keuze voor de verzendingsdatum als aanvangsdatum van een beroepstermijn of een termijn voor een klacht een onevenredige beperking inhoudt van het recht op verdediging van de geadresseerden, omdat deze termijnen beginnen te lopen op een moment waarop zij geen kennis kunnen krijgen van de inhoud van de beslissing⁹.

⁸ Volgens amendement 1 loopt de termijn vanaf de ontvangst van de aangetekende brief door de schuldenaar. Dienaangaande wordt een andere opmerking geformuleerd onder 3.3.

⁹ GwH, 17 december 2003, nr. 170/2003; 16 november 2005, nr. 166/2005; 1 maart 2006, nr. 34/2006; 15 maart 2006, nr. 43/2006; 7 juni 2007, nr. 85/2007; 26 september 2007, nr. 123/2007; 19 december 2007, nr. 162/2007.

Het Grondwettelijk Hof heeft er in zijn rechtspraak op gewezen dat, om elke rechtsonzekerheid te voorkomen, het redelijk verantwoord is dat de termijnen van rechtspleging beginnen te lopen vanaf een datum die niet afhankelijk is van de houding van de partijen¹⁰. Volgens het Hof kan de doelstelling om rechtsonzekerheid te voorkomen eveneens worden bereikt door de termijn te laten ingaan op de dag waarop de geadresseerde naar alle waarschijnlijkheid kennis ervan heeft kunnen nemen, dit wil zeggen op de datum waarop de aangetekende brief aan zijn woonplaats is aangeboden, zonder rekening te houden met de datum waarop hij de brief in voorkomend geval daadwerkelijk bij de post heeft afgehaald¹¹.

De wetgever zou kunnen uitgaan van de regel vervat in artikel 53bis, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, die met name toepasselijk is op de gerechtelijke kennisgevingen bij aangetekende zending met ontvangstbewijs, een regel volgens welke de termijnen ten aanzien van de geadresseerden beginnen te lopen vanaf “de eerste dag die volgt op deze waarop de brief aangeboden werd op de woonplaats van de geadresseerde of, in voorkomend geval, op zijn verblijfplaats of gekozen woonplaats”¹².

Teneinde de rechten van de verdediging optimaal te garanderen zou het dispositief, zoals het volgt uit amendement 2 op het voorliggende wetsvoorstel, in dit opzicht moeten worden aangepast.

3.3. Het wetsvoorstel zoals het is geamendeerd door amendement 1 doet de nieuwe verjaringstermijn ingaan “vanaf de ontvangst van de aangetekende brief door de schuldenaar”. Het betreft een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

In deze bewoordingen doet deze tekst de termijn ingaan op een datum die alleen van de houding van de geadresseerde afhankelijk is, wat de rechtszekerheid schaadt, zoals in de vorige opmerking werd uiteengezet¹³. Overeenkomstig de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof waarvan in dezelfde opmerking melding werd gemaakt, zou de regel gewijzigd moeten worden om een dergelijk gevolg te voorkomen.

De voorliggende tekst dient te worden geamendeerd. In dit verband wordt verwezen naar wat in de vorige opmerking werd voorgesteld.

¹⁰ GwH, 12 juli 2001, nr. 96/2001, B.4.1.

¹¹ GwH, 1 maart 2006, nr. 34/2006, B.10 en B.11.

¹² Zie ook de formulering van artikel 4, § 2, eerste, tweede en vierde lid, van het besluit van de Regent van 3 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 mei 2011.

¹³ Indien de geadresseerde bovendien de aangetekende brief niet afhaalt, begint de termijn niet te lopen, wat het risico inhoudt dat aan de door de indiener van het voorstel en van het amendement nagestreefde doelstelling wordt voorbijgegaan.

4. Een tweede garantie dient te worden aangebracht betreffende de juistheid van de adresgegevens van de schuldenaar waarnaar de ingebrekestelling bij aangetekende brief met ontvangstbewijs werd verstuurd.

Als de ingebrekestellingsbrief de gegevens bevat die vermeld worden in het voorgestelde artikel 2244, § 2, tweede lid, verkrijgt de schuldeiser het stuitende effect van de verjaring, waarbij het aan de schuldenaar toekomt het bewijs te leveren dat deze gegevens onjuist zijn, en met name zijn adresgegevens indien deze brief verstuurd werd naar een adres dat niet overeenstemt met het adres van zijn woonplaats, of zelfs met dat van zijn verblijfplaats of met dat van zijn gekozen woonplaats.

De amendementen 1 en 2 op het voorliggende wetsvoorstel geven onvoldoende aan dat de garanties van het voorafgaande onderzoek door een gerechtsdeurwaarder naar de juistheid van het adres waaraan hij betekent ook gegeven worden in het geval van een ingebrekestellingsbrief die door een advocaat wordt verstuurd, zelfs al geschiedt dat bij aangetekende brief met ontvangstbewijs. Een dergelijke regeling kan nadelige gevolgen hebben voor de schuldenaar.

Gelet op de gevolgen die het wetsvoorstel verbindt aan de ingebrekestellingsbrief, dient de wetgever tijdens de parlementaire voorbereiding te onderzoeken of er een oplossing mogelijk is die de schuldeiser in geval van een geschil verplicht het bewijs te leveren dat het adres waarnaar de ingebrekestellingsbrief werd verstuurd inderdaad het adres is of was van de schuldenaar.

Deze opmerking geldt voor de amendementen 1 en 2.

5. Het wetsvoorstel zoals het door de heer Peter Van Rompuy is geamendeerd, steunt voorzeker op een ander uitgangspunt dan datgene dat is aangenomen in het wetsvoorstel en de amendementen 1 en 2 ervan, doordat het artikel 2255 van het Burgerlijk Wetboek beoogt te herstellen. Toch kunnen de opmerkingen 3.3 en 4 *mutatis mutandis* worden herhaald, daar amendement 3 immers rechtsregels wil vastleggen in dat artikel die nagenoeg identiek zijn aan de rechtsregels van het wetsvoorstel en de amendementen 1 en 2 ervan, maar die toepasselijk zijn als verjaringsschorsend¹⁴, en niet als verjaringsstuitend.

¹⁴ In de eerste zin van het door amendement 3 voorgestelde artikel 2255, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek dienen de woorden “van de aanvankelijke schorsingstermijn” te worden vervangen door de woorden “van de aanvankelijke verjaringstermijn”.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

Mesdames P. VANDERNOOT,
de Dames M. BAGUET,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'État,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef de
section.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer X. DELGRANGE, eerste auditeur-
afdelingshoofd.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
Heer P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS